

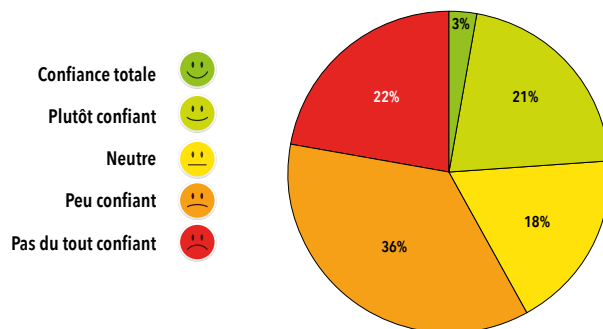
# Baromètre : des entrepreneurs confiants et volontaires

Comme nous le faisons régulièrement, nous avons sondé les membres et sympathisants de Beci au mois de juillet<sup>1</sup>. Un baromètre élargi, au-delà des questions politiques, aux enjeux entrepreneuriaux de l'heure : ressources humaines, environnement, cybersécurité... Une consultation qui brosse le portrait d'entrepreneurs plutôt confiants et volontaires.

Emmanuel Robert

## 1. Politique : Vervoort III devra convaincre

Quel est votre degré de confiance  
vis-à-vis du gouvernement bruxellois ?



Notre sondage ayant été réalisé pendant la formation du gouvernement régional (du 9 au 30/7, alors que l'accord de majorité a été présenté le 17), il ne pouvait être question de dresser un hit-parade des nouveaux ministres bruxellois. L'appréciation collective est, elle aussi, à prendre avec circonspection. Tout juste peut-on dire que le gouvernement Vervoort III devra convaincre les entrepreneurs : ils ne sont que 24 % à lui faire « plutôt » ou « totalement » confiance. Une cote sans doute liée aux incertitudes du moment.

## 2. Rééquilibrer les compétences entre Région et communes ?

Êtes-vous favorable  
à une réorganisation des compétences  
entre région et communes bruxelloises ?



S'il fallait une réforme institutionnelle bruxelloise, les chefs d'entreprise voteraient pour la rationalisation : ils sont 85 % à se prononcer en faveur d'une réorganisation des compétences entre les niveaux régional et communal. Le débat pour une meilleure efficacité mérite d'être ouvert entre Bruxellois, sans tabous et dans toutes les langues !

1.Enquête en ligne réalisée entre le 9 et le 30.07.2019 auprès des membres et sympathisants de Beci. 392 réponses.

### 3. Les acteurs régionaux

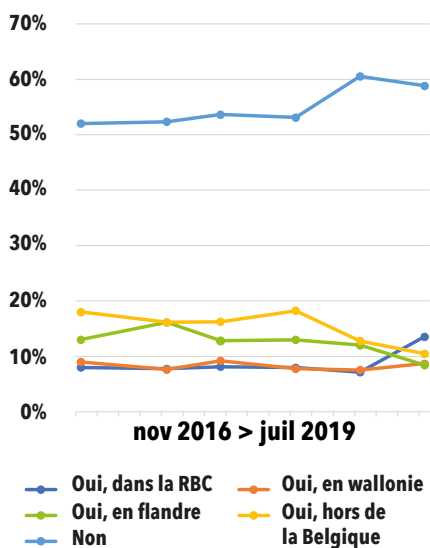
Parmi les administrations bruxelloises, c'est Hub.brussels (fusion d'Impulse, Atrium et Brussels Invest & Export) qui obtient la meilleure cote auprès des entrepreneurs ; une position qui était déjà celle d'Impulse dans nos précédents sondages. Cette fusion, les entrepreneurs n'en perçoivent toutefois pas (encore ?) les avantages : 72 % d'entre eux sont « sans avis » quant à l'amélioration du service apporté – le seul effet sensible ayant été l'augmentation globale des frais de personnel de la nouvelle entité.

Derrière Hub.brussels, le podium est complété Citydev et par le VDAB, dont on remarque la progression, tandis que Bruxelles Mobilité ferme (toujours) la marche.

<b>Hub.brussels (Impulse/Brussels Invest Export/Atrium)</b>	<b>3,36</b>
<b>Citydev (SDRB)</b>	<b>2,89</b>
<b>VDAB</b>	<b>2,84</b>
<b>Innoviris</b>	<b>2,82</b>
<b>Finance.brussels (SRIB)</b>	<b>2,79</b>
<b>STIB</b>	<b>2,74</b>
<b>Actiris</b>	<b>2,73</b>
<b>Bruxelles Environnement</b>	<b>2,72</b>
<b>Bruxelles Formation</b>	<b>2,64</b>
<b>Bruxelles Mobilité</b>	<b>2,53</b>

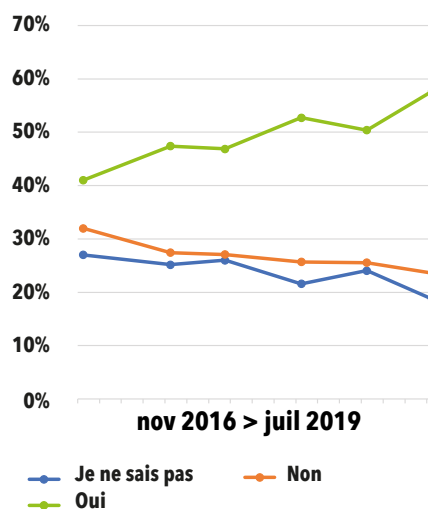
### 4. Les entrepreneurs restent confiants

Envisageriez-vous de déplacer une partie de vos activités ?



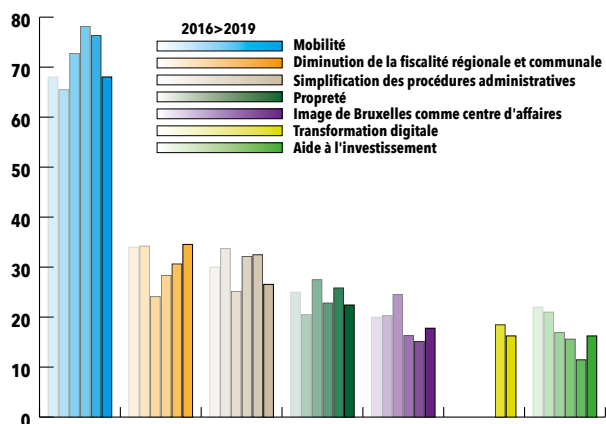
Faut-il quitter Bruxelles ? Apparemment non, pour 73 % des entrepreneurs bruxellois qui n'envisagent pas de déplacer leurs activités (59 %), si ce n'est au sein de la Région (14 %). Ceux qui songent à délocaliser resteraient plutôt en Belgique (17 %, à parts égales vers la Flandre ou la Wallonie), alors que l'étranger ne séduit plus que 10 % d'entre eux. L'effet des incertitudes au plan international ? Ou bien la preuve que la qualité de vie promise à Bruxelles n'est pas incompatible avec la rétention des entreprises, à moyen terme ?

Envisagez-vous de recruter ou d'investir dans les 12 mois ?



Les intentions d'investissement sont quant à elles au plus haut : 58 % – un record ! Faute de véritable embellie économique, faut-il y voir l'effet des mesures prises par le gouvernement fédéral sortant ? L'enthousiasme semble du moins présent, même si la confiance dans le politique (voir point 1) reste fragile.

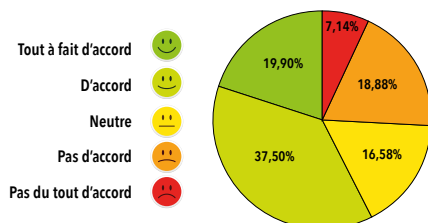
## 5. Mobilité, pression fiscale et simplification administrative : les priorités des entrepreneurs



Interrogés sur les priorités qu'ils assignent au gouvernement bruxellois, les entrepreneurs citent toujours la mobilité en tête (à 68 %, mais ce pourcentage recule), devant la diminution de la fiscalité (35 %, en hausse) et la simplification des procédures administratives (27 %). Suivent la propreté (22 %), et l'image de Bruxelles comme centre d'affaires (18 %). On remarque que l'aide à l'investissement (16 %) remonte de quelques rangs, à égalité avec la transformation digitale.

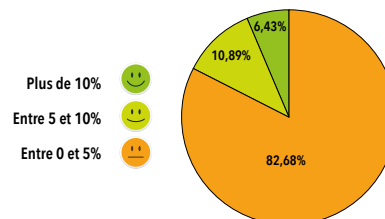
## 6. Mobilité : c'est aussi l'affaire des entreprises

### La mobilité (domicile-travail) est aussi une responsabilité des employeurs



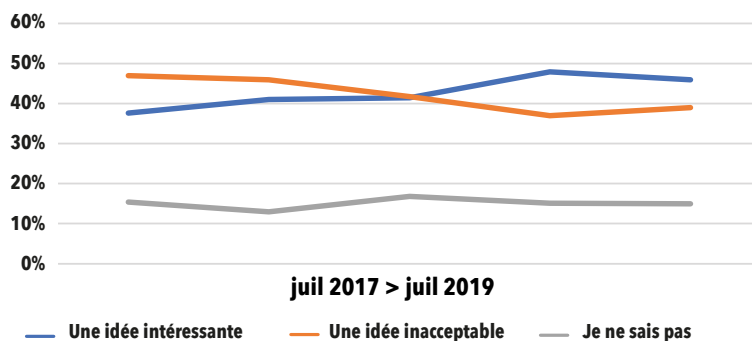
Notre sondage l'indique : les entrepreneurs sont prêts à s'impliquer pour améliorer la mobilité bruxelloise. 57 % des employeurs sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour affirmer que la mobilité domicile-travail est (aussi) de leur responsabilité. 86 % se déclarent (« tout à fait », « probablement » ou « à certaines conditions ») ouverts à l'adaptation des horaires de travail. De même, 55 % seraient prêts à payer (5 à 8 €/trajet) pour un « train-bureau », si la SNCB mettait ce service à disposition des travailleurs. Et 83 % pourraient, dès lors, à considérer ce temps de trajet comme une prestation.

### Quel pourcentage de vos employés pratique-t-il le covoiturage ?



En revanche, il reste du chemin à faire pour que le covoiturage s'impose : à en croire notre consultation, la pratique reste marginale (0 à 5 % des employés) dans une très grande majorité d'entreprises (83 %). Peut-être parce que le personnel privilégie d'autres transports alternatifs ?

### Comment considérez-vous la création d'une taxe kilométrique intelligente ?

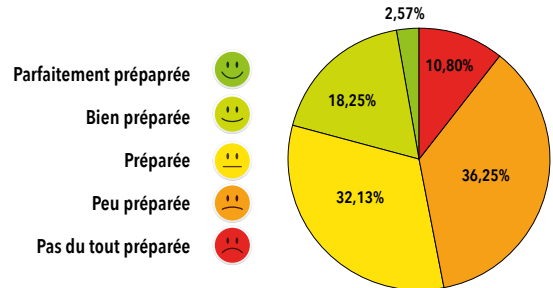


Quant à instaurer une taxe kilométrique, fût-elle intelligente, les opinions restent très divisées : 46 % d'opinions favorables, contre 39 % d'opinions défavorables. Voilà ce qu'on appelle une idée clivante.

## 7. Cybersécurité : des entreprises vulnérables

### Dans quelle mesure jugez-vous votre entreprise préparée à faire face à une cyber-attaque ?

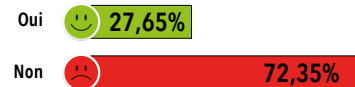
Seules 3 entreprises bruxelloises sur 20 (14 % de nos sondés) avouent avoir déjà subi une cyberattaque avec dommages financiers – mais on peut se demander si ce chiffre reflète la réalité des faits ou plutôt l'absence de communication à leur sujet. Or, près de la moitié des entrepreneurs que nous avons interrogés s'avouent encore « peu ou pas du tout préparés » face à cette menace. Interpellant.



## 8. L'environnement prend du poids

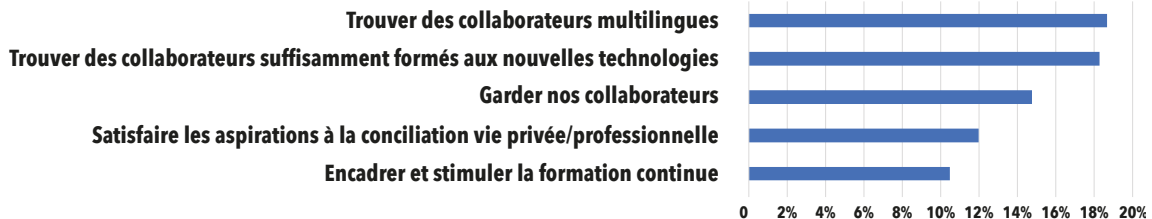
### Votre entreprise a-t-elle un conseiller environnement ou fonction équivalente ?

C'est sans doute le reflet des préoccupations environnementales : un bon quart des entreprises sondées (28 %) déclarent s'être adjoint un conseiller environnement (ou fonction équivalente).



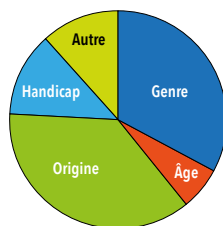
## 9. Multilinguisme, nouvelles technologies, rétention : les trois défis des RH

### Quels sont les trois défis majeurs de votre politique RH ?



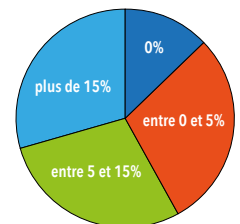
Trouver des collaborateurs multilingues (19 % des sondés), des collaborateurs formés aux nouvelles technologies (18 %) – et retenir les talents (15 %) : telles sont les trois priorités RH des entrepreneurs bruxellois. À l'inverse, la gestion du « gap générationnel » ou celle de la diversité (4 %) ne semblent guère les préoccuper, du moins spécifiquement. Une hypothèse : peut-être ces questions relèvent-elles plus globalement des politiques de rétention des talents ou de l'équilibre entre vie privée et professionnelle, qui figurent au top 5.

### Sur quels objectifs de diversité se focalise votre plan ?



Si la diversité n'apparaît guère comme un souci, c'est peut-être parce que les entreprises bruxelloises y sont déjà sensibilisées. En tout cas, près d'un tiers des employeurs affirment mettre en place un « plan diversité » ou des actions équivalentes, avec une attention particulière pour la diversité des origines (un objectif cité pour 37 % des plans) et l'égalité de genre (33 %).

### En volume horaire, quel pourcentage de prestations représente le télétravail dans votre entreprise ?



Enfin, le télétravail convainc désormais une majorité d'entreprises : 60 % de nos sondés affirment qu'il représente 5 à 15 % – et plus ! – des prestations de leur personnel. Un autre chiffre conforte cet essor : plus de la moitié des employeurs se disent prêts à augmenter encore la part du télétravail.